

Résultats financiers,
salaires, primes,
dividendes :
Et les gagnants sont...

l'étincelle

Entre démesure et
abus de bien social :
Les chères fêtes de
Ghosn à Versailles

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 12 février 2019

La violence n'est pas toujours dans la rue

Samedi dernier, pour l'acte XIII des Gilets jaunes, le gouvernement annonçait l'essoufflement du mouvement, comme il le fait chaque semaine depuis bientôt trois mois. Et pourtant, il y a toujours des dizaines de milliers de manifestants dans les rues. Aux manifestations du samedi, se sont même ajoutées celles du mardi 5 février, où des syndicats et des Gilets jaunes avaient appelé à la grève.

Violences policières

Macron et Philippe ne savent plus quoi faire : des mises en scène du « grand débat » aux discussions sur le rétablissement ou non du 90 km/h sur les routes, en passant par un référendum que Macron voudrait organiser à l'issue du grand débat... Peu de chances que les questions apportent satisfaction vu qu'il est interdit d'y parler salaires, niveau de vie, suppression du CICE, rétablissement de l'ISF...

Il ne reste à l'exécutif que la répression : depuis novembre, la brutalité policière a fait plus de 1 700 blessés, dont au moins 94 graves, 13 au moins ayant perdu un œil selon un décompte de la Ligue des droits de l'Homme du 18 janvier – et donc déjà dépassé. Samedi encore, à Paris, un manifestant a eu la main arrachée par une grenade. Quatre jours plus tôt, Castaner faisait voter à l'Assemblée nationale une loi « anticasseurs », écrite par la droite et qui renforce les pouvoirs des préfets et de la police.

Mais la police et les CRS n'ont que difficilement le dernier mot face à des Gilets jaunes qui ne se laissent pas impressionner. Et c'est bien cela qui donne des sueurs froides à Macron et Philippe et, au-delà, à tous les nantis.

Violence sociale

À défaut, le gouvernement tente au moins de rassembler derrière lui le monde des riches. Sa « loi alimentation » satisfait les lobbies de l'agro-industrie et de la grande distribution et a déjà fait augmenter de 4 % le prix des 100 produits les plus vendus.

Le gouvernement veut aussi supprimer 120 000 postes de fonctionnaires. Cela annonce de nouvelles coupes sombres dans des établissements scolaires déjà sinistrés. Dans les hôpitaux aussi, où rien ne va déjà plus : nouvelles fermetures de lits, d'unités de soin, et des personnels toujours plus exténués par le manque d'effectifs. Tout cela pour dégager l'argent

des subventions qui permettent d'arroser les actionnaires, comme le CICE : 20 milliards d'euros par an, 40 sur le budget 2019 !

Dans les entreprises aussi, les raisons de se battre ne manquent pas. Partout, les directions font pression pour intensifier le travail. Avec toujours l'épée de Damoclès des licenciements, des fermetures, comme on l'a encore vu avec les 200 travailleurs licenciés de l'usine Arjowiggins, qui produisait le papier des billets de banque. Spectaculièrement, ils ont mis le feu aux stocks. Tout un symbole !

Gouvernement et patronat ont peur que des salariés en lutte rejoignent celle des Gilets jaunes. C'est l'unique raison des primes exceptionnelles accordées par certaines entreprises à leurs salariés, mais qui ne règlent pas la question des salaires.

Violence de classe

Les slogans des Gilets jaunes visent Macron, son gouvernement et ses députés aux ordres. Mais ceux-ci ne font que défendre les intérêts des classes possédantes, du patronat des grandes entreprises, des banques et de leurs gros actionnaires. Les presque 6 000 euros net que touche un député ne doivent pas faire oublier les millions d'euros perçus par les grandes fortunes, toute cette classe sociale qui s'enrichit grâce à la montée des inégalités.

Macron fait partie de ce personnel politique, qu'il soit de Droite, de Gauche ou d'Extrême Droite, au service de la bourgeoisie. Il est de ces politiciens qui n'ont pour perspective que de faire faire durer un système capitaliste à bout de souffle, un ordre social de plus en plus injuste qui se perpétue grâce à la violence d'un Etat au service des plus riches. Une violence quotidienne, policière, administrative, institutionnelle et sociale, et qui façonne nos existences. Bref tout un monde à changer.

Prime time

Vendredi 15 février à l'occasion de la seconde réunion NAO, la direction annoncera ses mesures salariales pour 2109. La veille, elle aura présenté les résultats financiers de 2018 et divulgué le montant de l'intéressement entreprise. La prime d'intéressement est annoncée chaque année en premier : la direction préfère mettre les salaires au second plan. C'est sûr que vu le niveau des AGS...

A chacun ses actions

Cette semaine, des syndicats appellent à faire grève sur plusieurs sites Renault pour revendiquer une Augmentation Générale des Salaires (AGS). Les actionnaires devraient ramasser la mise avec 1,3 milliards de dividendes. Pas sûr que les salariés en touchent autant, surtout s'ils ne se manifestent pas.

Une hausse pas mutuelle

Chaque adhérent de la Mutuelle Renault a reçu une carte de vœux lui souhaitant « Une belle année 2019 ! ». Pourtant elle commence mal, avec une hausse des cotisations de 2,5 à 5,1 % selon la formule. Les cotisations sont indexées sur le Plafond de la Sécurité Sociale, qui a augmenté de 2% en janvier. Mais la part employeur est plafonnée. La hausse est uniquement à la charge du salarié. C'est l'esprit mutualiste de la direction.

Bouureau d'hacker

Le week-end dernier, le Technocentre était privatisé pour son second Hackathon : un marathon censé stimuler la créativité d'informaticiens sur le thème de l'éclairage digital des véhicules. Les hackers pouvaient « coder sur place » les nuits de vendredi et samedi ! Comme si la semaine ne suffisait pas. Pour motiver les troupes, Renault ne comptait pas que sur l'ambiance startup et offrait 10 000 € aux lauréats. L'argent, ce serait donc ce qui fait battre l'hacker ?

Crise Record de Paranoïa

Vent de parano au CRP depuis que des photos de la nouvelle Zoé ont fuité sur Internet. La direction recherche les coupables des fuites, installe des caméras, transforme le CRP en forteresse... On rêverait qu'elle mette autant de zèle à traquer les fuites de capitaux des dirigeants de Renault.

Télétravail précaire

La direction se flatte de « faciliter et simplifier l'accès au télétravail » pour tous. Sauf que dans le nouvel accord, le télétravail reste conditionné à une « activité compatible » et soumis à « validation du manager » qui imposera les jours de semaine où « toute l'équipe est présente ». En termes « d'évolution des modes de travail », on reste dans le classique « c'est le chef qui décide ».

Si Versailles m'était compté

La direction de Renault qui a soutenu son chef jusqu'au bout, se sent maintenant obligée de relever à son tour quelques fraudes. L'enquête interne a brusquement découvert que le mariage de Ghosn, organisé à grands frais en 2016 dans le Grand Trianon, l'avait été dans le cadre du mécénat liant le Palais de Versailles à Renault. Un abus de bien social chiffré à 50 000 euros. Une paille pour Ghosn, qui a annoncé, via son avocat qu'il allait rembourser la somme car il « avait cru que c'était gratuit » ! C'est vrai qu'à force de piquer dans la caisse, on finit par confondre la sienne et celle de l'entreprise.

La vie de château

Le 9 mars 2014, Ghosn a organisé une énorme fête pour son anniversaire au Château de Versailles, invitant ses amis personnels, avec repas préparé par Alain Ducasse, feu d'artifice, halbardiers pour la sécurité et personnel en costume d'époque... La facture de 600 000 € a été réglée par RNBV, la caisse noire au cœur de tous les soupçons. Ghosn assure que c'était pour fêter les 15 ans de l'Alliance. Il avait 60 ans le 9 mars 2014, alors que l'Alliance a été créée un 27 mars. Mais il s'agirait d'une coïncidence...

Filiale à tout faire

C'est encore RNBV qui a servi à rémunérer très grassement Rachida Dati de 2009 à 2013. L'ex-ministre de la justice de Nicolas Sarkozy et eurodéputée, était aussi l'avocate de RNBV pour une « mission très large » selon son avocat. Et surtout très floue. Combien de « consultants extérieurs » ont travaillé pour RNBV ? Pour quelles missions ? RNBV déclare avoir déboursé 20 millions d'euros en 2015 pour des missions extérieures, et encore 12,4 millions d'euros en consultants et frais d'avocats en 2018. De l'argent puisé dans les comptes de Renault et de Nissan... et dans la poche de leurs salariés.

Dérapages non contrôlés

Dans une lettre datée du 19 janvier, les avocats de Renault se plaignent des « dérapages » de Nissan qui aurait « violé la loi » dans son enquête sur Ghosn, et de « la façon dont ont (été) traité quelques salariés de Renault » (sic). C'est sûr que si on avait compté sur la direction de Renault pour mettre un terme aux « dérapages » de Ghosn, on attendrait toujours.

Résident Directeur Général

Selon L'Express, Ghosn s'apprêtait à transférer sa résidence fiscale en Suisse, qu'il trouvait fiscalement plus intéressant que les Pays-Bas. Ras-le-bol du plat pays, vive la montagne ! Pour l'heure, il doit se contenter d'une résidence (surveillée) au Japon. Avec vue sur le mont Fuji depuis sa cellule ?